



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

9 septembre 2015

Véronique Vouland, nouvelle ambassadrice de France a présenté la copie de ses lettres de créance à Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères, hier. Le discours réservé de la diplomate n'a pas manqué de susciter l'intérêt de la presse qui, à l'unanimité, a établi le contraste entre l'approche de Véronique Vouland, avec celle de l'ex-occupant de la résidence d'Ivandry, François Goldblatt. L'optimisme est de rigueur quant au redémarrage des relations franco-malgaches sur de nouvelles bases. Parallèlement, le jugement des contentieux électoraux continue d'accaparer l'attention des quotidiens. L'inscription de l'indicatif « Neny » sur le bulletin unique continue en effet de susciter la polémique, notamment sur l'existence d'une « supposée » délibération faite par la CENI-T en date du 4 mai 2015 autorisant l'apposition d'un pseudonyme, d'un nom d'emprunt ou de diminutif du candidat sur le bulletin de vote.

Processus électoral

CONTENTIEUX ELECTORAUX : LES CANDIDATS TIM SONT LES PLUS VISES

Le tribunal administratif d'Antananarivo se livre à un véritable marathon pour traiter les 357 requêtes relatives aux élections communales du 31 juillet. 90 dossiers ont été examinés hier. 17 plaintes au total pèsent sur les candidats TIM, qui a raflé 14 mairies dans la province d'Antananarivo selon les résultats provisoires de la CENIT. Comme le spécifie une source proche du dossier, la victoire de cette formation est contestée à Antsirabe II, Tanjombato, Soanindrainy, Ambatolahy, Antanifotsy et à Ampitatafika. Après le TIM, le HVM fait également l'objet de plaintes dans 8 communes, dont Bongatsara, Ankarabato, Ankadivoribe, Ambohimangakely et Mahitsy. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar Laza p.4)

- *Le sociologue André Rasolo a publié une "radioscopie des communales de 2015" dans L'Express de Madagascar. Il a dressé la situation des candidatures, le taux d'abstention massive, le nombre de communes obtenu par entité et a analysé les scrutins dans la considération de l'approche genre, du point de vue des financements et son organisation. Il a terminé son décorticage par l'exposition d'un nouveau paysage politique. (p.6)*
- *« Une délibération de la CENI-T datant du 4 mai a validé l'inscription des pseudonymes sur le bulletin unique » révèlent Les Nouvelles, Madagascar Matin, L'Observateur et La Vérité dans leurs colonnes. L'objectif était de donner un coup de pouce à la candidate du TIM, Lalao Ravalomanana et de se décharger de ses responsabilités en cas d'annulation des voix de cette dernière. (Les Nouvelles p.3, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.2, L'Observateur p.3)*
- *Le verdict du Tribunal administratif ne sera prononcé que le 17 septembre prochain. Tia Tanindrazana statue cependant déjà que les élections communales à Antananarivo ne seront pas refaites malgré les requêtes. (p.3) Même son de cloche dans Takoritsika. Selon le journal, l'équipe de Lalatiana Rakotondrzafy cherchent midi à quatorze heures. Le quotidien est en effet convaincu que les chances d'aboutissement de l'action judiciaire devant le tribunal administratif de la candidate numéro 9 contre Lalao Ravalomanana sont infimes, voire inexistantes. (p.3)*

PRE-CAMPAGNE POUR LES SENATORIALES

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Le parti au pouvoir se prépare déjà aux sénatoriales bien que le cadre légal définissant les modalités d'élection et de désignation des futurs membres de la chambre haute n'est pas encore en place. Pour la région Menabe, le HVM fait déjà circuler deux noms : Josiane Ravelonarivo, épouse du Premier ministre et coach politique du parti dans la même région lors des communales et Ngolo Gilbert, actuel Directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. (Midi Madagascar p.2)

Politique interne

SIGNATURE ET ADHESION AU MEMORANDUM DE STABILITE

A son retour au pays après avoir participé à la quatrième Conférence mondiale des présidents de Parlement à New-York, Jean Max Rakotomamonjy, Président de l'Assemblée nationale, a déclaré qu'il n'a vu, ni signé le Mémorandum de stabilité. Il a toutefois souligné que « le Pacte de responsabilité ne devrait faire l'objet d'aucune exclusion et qu'il doit bénéficier de l'adhésion de tous les acteurs politiques » (Midi Madagascar p.3, Les Nouvelles p.3)

- Une déclaration qui ne concorde pas avec celle avancée par le Président de la République en marge de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, à Mahitsy. Selon ce dernier, « la nouvelle majorité est fin prête, nous pouvons désormais commencer les actions de développement ». Hery Rajaonarimampianina a réitéré qu'il bénéficiait réellement du soutien de la majorité des députés à l'Assemblée nationale. Il a saisi l'occasion pour démentir les rumeurs sur la corruption des députés signataires du Mémorandum de stabilité. (Midi Madagascar p.3)
- « Hery Rajaonarimampianina perd le soutien de Jean Max Rakotomamonjy » déduit **Madagascar Matin** en considérant les propos du Président de l'Assemblée nationale qui avoue ne pas avoir vu, ni signé le Mémorandum de stabilité. C'est sur un ton alarmiste que le quotidien affirme que le Président risque une fois de plus les motions de censure et de déchéance. (p.2) Et le même journal d'ajouter dans un autre article que « si Hery Rajaonarimampianina travaille réellement pour l'intérêt supérieur de la nation, qu'il publie les lignes de son soi-disant mémorandum de stabilité à la population entière ». Le quotidien trouve cavalier qu'il demande aux journalistes de diffuser la réalité concernant la signature de son mémorandum alors qu'il entretient le flou autour dudit document. (p.3)

LA POLICE NATIONALE REPOND A BRUNELLE RAZAFITSIANDRAOFA

« Dissolvez la gendarmerie car elle devient une force de répression qui s'en prend surtout à la population » avait réagi Brunelle Razafindraofa, député élu à Ikongo et ex-gendarme au micro d'une station audiovisuelle. Cette déclaration a créé l'effervescence au sein des officiers de la gendarmerie et de la police nationale. La réaction des autorités ne s'est pas fait attendre. « Il ne faut pas lancer à la légère de tels propos » est intervenu Paza Didier Gérard, secrétaire d'Etat à la gendarmerie. Joachim Rajaobelina, directeur général de la Police nationale, a été plus sévère. « Ces propos n'engage que sa personne. Il n'est plus membre de la police » a-t-il tonné. « Je mets en garde ceux qui réclament la suppression de la gendarmerie. Car ce corps a été mis en place de la façon la plus légale par un décret en 1960... » a avancé Jean Nicolas Randrianasolo, député élu à Betroka en réaction à la déclaration du député d'Ikongo. (Madagascar Laza p.6, Les Nouvelles p.8, La Gazette de la Grande île p.3)

- « Il est abusif de tirer parti des brutalités récentes pour revendiquer la dissolution de la gendarmerie nationale. Néanmoins, la suppression de la gendarmerie ne devrait pas être un sujet tabou » estime **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien lance une nouvelle piste de réflexion aux lecteurs « Est-il profitable de maintenir côte à côte deux corps qui font doublon, la gendarmerie et la police ? N'est-il pas mieux indiqué de rompre avec une situation héritée

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



de la colonisation et de fusionner ces deux corps qui ont les mêmes missions et attributions ? ».
(p.3)

DES GUIDES SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR LES DEPUTES

Afin d'accompagner la Grande île dans la promotion et la protection des Droits de l'Homme pour tous, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ou HCDH a inscrit parmi ses actions prioritaires la sensibilisation des parlementaires sur leurs rôles dans la promotion et la protection des Droits de l'Homme et le renforcement de leurs capacités sur le cadre juridique. Ainsi, le HCDH et le PNUD remettront à l'Assemblée nationale de Madagascar des ouvrages sur les droits de l'Homme, des exemplaires du Guide des Parlementaires sur les Droits de l'Homme et des exemplaires du guide aide-mémoire sur le rôle et fonctions des parlementaires. (L'Observateur p.2)

GOVERNEMENT RAVELONARIVO : DES MINISTRES CONTROVERSEES

La Vérité a établi la liste des ministres les plus critiqués selon ses propres critères dans sa page 3. « Ils ont suscité la polémique et ont eu du mal, voire échoué, dans la gestion des dossiers chauds qui concernent leurs ministères » introduit le journal. En tête de liste figure Rivo Rakotovo, ministre d'Etat chargé des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement. S'ensuivent, Solonandrasana Olivier Mahafaly, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Anicet Andriamosarisoa, ministre de la Jeunesse et des Sports, Brigitte Rasamoelina, ministre de la Culture et du Patrimoine, Marie Monique Rasoazanamera, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et Horace Gatién, ministre de l'Energie. (p.3)

Economie et société

JIRAMA : ALTERCATION ENTRE LES SYNDICALISTES ET LES FORCES DE L'ORDRE

L'intersyndical de la JIRAMA a prévu de reprendre sa grève à Soanierana, mais il n'a pas pu faire grand-chose, car les agents de l'EMMO-REG lui ont interdit l'entrée dans l'enceinte de l'agence. Pour rappel, la Direction générale de la JIRAMA a publié une note interdisant l'organisation de manifestation dans les enceintes de la société d'Etat. Les meneurs de grève ont tenté de négocier avec des responsables de la JIRAMA à l'intérieur mais aussi avec les forces de l'ordre mais aucun accord n'a été trouvé. L'altercation verbale entre les forces de l'ordre et les grévistes a tourné à la bousculade ce qui a amené les agents de l'EMMO-REG à disperser les manifestants avec du gaz lacrymogène. Ramamonjisoa, un des leaders syndicaux dénonce le non-respect du droit syndical et accuse la direction générale de n'afficher aucune volonté d'engager la discussion avec les employés. Face à l'enlisement de la grève et l'ouverture aléatoire des agences, les clients se trouvent préoccupés par le cumul de leurs factures de consommation. (L'Express de Madagascar p.5, Midi Madagascar p.24, Madagascar Laza p.3, Les Nouvelles p.15, Madagascar Matin p.4) "Pour certains employés, le directeur général de la JIRAMA, serait tout simplement en train de pousser les employés à descendre dans la rue pour continuer leurs manifestations" rapporte **La Vérité**. (p.3)

PROBLEME DE DELESTAGE : LA JIRAMA A DE NOUVEAUX FOURNISSEURS PRIVES

Pour résoudre le problème de délestage, la JIRAMA a décidé de renforcer le recours à la centrale thermique. Pour ce faire, la compagnie a fait appel à deux nouveaux fournisseurs à savoir l'AFL Power et Jirambato. Le premier, qui vient de Dubaï, va installer une centrale de 25MW à Antanandrano. Le deuxième qui est une joint-venture entre la JIRAMA et le projet Ambatovy, assurera l'exploitation de deux nouveaux groupes d'une puissance de 6,2 MW chacun à Toamasina. Par ailleurs, la JIRAMA a décidé de renforcer son contrat avec la société AGGREKO, propriétaire de centrales mobiles qui renforcent la production de la JIRAMA depuis 2012. Horace Gatién, ministre de l'Energie, a assuré que la compagnie d'eau et d'électricité a pu négocier un tarif avantageux. Sceptique quant à l'assurance

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



affichée par le ministre de l'Energie, **L'Express de Madagascar**, regrette que la JIRAMA ait cédé à la tentation de la facilité. Le quotidien reconnaît que les centrales à gazole ont l'avantage de pouvoir être installées rapidement, mais rappelle que le coût revient forcément élevé du Kwh. (p.7)

41 MAISONS DEVOREES PAR LES FLAMMES A ANDRAVOAHANGY-EST

Le quartier d'Andravoahangy-Est s'est transformé en une véritable fournaise hier, vers une heure du matin. Une bougie laissée allumée toute la nuit a provoqué un incendie qui a ravagé quarante-et-une maisons. Piégées dans l'embrasement, cinq personnes, dont quatre d'une même famille, sont victimes de graves brûlures. Outre les habitations, quatre épiceries ont également été anéanties par les flammes. Les sapeurs-pompiers sont venus à la rescousse un quart d'heure après le début du feu mais ils n'ont réussi à tout éteindre que vers 4 heures du matin. Deux cent quarante sinistrés sont répertoriés. Un point de situation a été soumis à la commune urbaine d'Antananarivo. (**L'Express de Madagascar p.9, Madagascar Laza p.6, Les Nouvelles p.5, Madagascar Matin p.15**)

RELANCE DE L'EMPIRE TIKO : MARC RAVALOMANANA A DANEMARK

Marc Ravalomanana a foulé le sol de Copenhague, capitale du Danemark, hier. Selon **Midi Madagascar**, ce déplacement s'inscrit dans le cadre de l'achat des matériels pour la relance des activités de Tiko. Accompagné de son fils Tojo Ravalomanana, l'ancien exilé s'est entretenu avec des opérateurs investissant dans la production de yaourts et de jus. Après Danemark, l'ancien président mettra le cap sur Suède. (p.2)

- Selon les affirmations du politicien Tintin Ravonison rapportées par le journal **Takoritsika**, « des opérateurs « karana » et « vazaha » lorgneraient sur le terrain tant convoité sur lequel se trouve Magro Ankorondrano ». Le journal constate que le schéma de 2009 resurgit et que certains groupes veulent « effacer » Marc Ravalomanana de l'échiquier politique et de l'ossature économique du pays. Il soupçonne ainsi le ministre Rivo Rakotovoao d'être le pion de ces groupes d'intérêt qui entendent occuper le site. (p.3)

LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABETISME RESTE UN DEFI

L'Objectif du millénaire du développement de réduire à 27,5 % le taux d'analphabètes n'a pas été atteint. Selon l'Enquête nationale de suivi des indicateurs des OMD, seuls 71% de la population de 15 ans et plus savent lire. Cet échec a été favorisé par la baisse continue des ressources financières étatiques, la politique d'austérité budgétaire, les coupes budgétaires importantes dans les dépenses de l'éducation et la dégradation des moyens des familles. Quoi qu'il en soit, fort de l'appui de l'Unesco, le ministère de l'Education nationale ambitionne de réduire jusqu'à 50 % le taux d'analphabétisme des adultes à Madagascar. Lors de la célébration officielle de la journée internationale de l'Alphabétisation à Mahitsy, Hery Rajaonarimampianina a promis la création d'une centaine de centres d'alphabétisation l'année prochaine. (**L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagascar p.16, Madagascar Laza p.8**)

- **Les Nouvelles** affiche cependant avec optimisme que « les efforts malgaches dans la lutte contre l'analphabétisme sont maintenant reconnus au niveau international. Madagascar a remporté le Prix international d'alphabétisation 2015 aux côtés du Mozambique, du Sri Lanka, du Chili et de la Slovaquie ». Bien que l'OMD visant à réduire l'analphabétisme à 27,5 % n'ait pas été atteint, le quotidien a loué les efforts déployés par le ministère de l'Education nationale. « Depuis 2013, le taux d'analphabétisme a connu une baisse, passant de 31,1 % l'année dernière à 30 % actuellement ». (p.4)

EXISTENCE LEGALE DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE SUNNITE

La communauté musulmane sunnite de Madagascar a déposé les documents relatifs à sa constitution officielle, hier, au ministère de l'Intérieur. Selon les précisions apportées par Harona Moussa, chef

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



spirituel de la confession islamique et de la communauté musulmane sunnite à Madagascar, l'existence légale de leur communauté leur permettra de renforcer leur collaboration avec l'Etat malgache. Ils espèrent en effet que leurs actions aient un large impact tant au niveau de la communauté qu'en dehors.
(Madagascar Laza p.2)

L'AFFAIRE LYCHANGE A NOSY-BE DEVANT LE TRIBUNAL

Trois ans après le lynchage de deux ressortissants français à Nosy Be en 2013, le procès s'est tenu à la cour criminelle ordinaire à Anosy, hier. Les prévenus étaient au nombre de 37 si 33 ont comparu devant la Cour. Le Procureur général a annoncé que des pièces manquaient au dossier, notamment l'audition des gendarmes présents lors des faits. Une demande d'autorisation de poursuite à l'encontre d'un officier de la gendarmerie a déjà été envoyée à ses supérieurs hiérarchiques mais est restée sans réponse. Devant ces faits, le procès a été renvoyé sine die et les prévenus ont été ramenés à la maison de force de Tsiarafahy et à la prison d'Antanimora.
(Madagascar Laza p.4, Les Nouvelles p.5, La Vérité p.5)

AFFAIRE JEAN PIERRE : ENQUETE EST EN COURS

Les Forces de l'ordre procèdent actuellement à la collecte d'éléments audiovisuels ainsi que des photos pris au moment de l'arrestation de Jean pierre Randrianamboarina. Le commandement de la Gendarmerie nationale a sollicité l'aide des médias locaux à cet effet, afin de leur fournir les éléments nécessaires au bon déroulement des investigations.
(Madagascar Laza p.14)

- *Dans une interview exclusive accordée à Madagascar Matin. Jean Pierre Randrianamboarina, le leader des mouvements estudiantins qui s'est fait « tabassé » par les forces de l'ordre raconte encore une fois son calvaire. L'universitaire dément la prise de responsabilité du Commandement de la gendarmerie nationale qui selon lui n'a organisé les conférences de presse que pour calmer la situation. « Aucun engagement relatif à la prise en charge médicale n'a été tenu » révèle-t-il. L'étudiant de préciser que ce sont les élèves et les enseignants-chercheurs qui ont payé ses frais médicaux d'un montant de 2 millions d'ariary.* **(p.5)**

INSECURITE DANS LE SUD : DES CONSEQUENCES NEFASTES SUR LE TOURISME

Enchaînant les annulations des réservations, les opérateurs touristiques émettent de nouveau leur inquiétude face à la recrudescence de l'insécurité dans le Sud de l'île. Aurélien Razafindrakamia, gérant de Mada Touring et porte-parole des opérateurs du tourisme à Fianarantsoa, exhorte le gouvernement à restaurer la sécurité dans la capitale du Bestileo, voire sur tout le territoire national. Les opérateurs souhaitent organiser une rencontre avec les autorités pour trouver une solution pérenne à la situation.
(Madagascar Laza p.5, Les Nouvelles p.15)

- *Zafitason Ary Ranoelison, Chef de région Atsimo Andrefana, une région minée par l'insécurité porte une réflexion globale sur le problème dans une interview accordée à Les Nouvelles. Selon son analyse, un contexte ébranlé par des zizanies politiques est favorable à la recrudescence de l'insécurité. Il souligne ainsi l'importance de l'instauration de l'apaisement par les acteurs politiques.* **(p.2)**
- *Pour Madagascar Matin, l'insécurité résulte de l'incompétence des forces de l'ordre et du manque de volonté politique des dirigeants. Le quotidien regrette que la population soit obligée de s'en remettre à elle-même, ce qui engendre logiquement la justice populaire.* **(p.3)**
- *« Aucun plan de développement ne pourra être réalisé tant que l'insécurité prévaut » dicit Solohery ravelomanantsoa, secrétaire général de l'association des 192 fokontany de la capitale.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



De l'avis de ce chef de collectivité, l'instauration de la paix devrait être la priorité du futur maire de la capitale. (Madagascar Laza p.2)

DISPARITION DES SACHETS EN PLASTIQUES A PARTIR DU 1^{ER} OCTOBE

La date d'interdiction d'utilisation des sacs en sachet plastique approche à grand pas. « Nous tendons vers la réduction d'utilisation des sacs et sachets en plastique » a affirmé Paul Rarivoson, directeur de l'Intégration de la dimension environnementale au sein du ministère de l'Environnement, hier. Des mesures ont été prises comme en témoigne par exemple l'initiative de quelques grandes surfaces d'utiliser des sacs en matière biodégradable. Dans la même foulée, l'importation des sachets en plastique a été arrêtée. Le responsable du ministère de souligner qu'une mesure sera prise pour ceux qui persistent à utiliser des sachets en plastique à partir du 1^{er} octobre. (L'Express de Madagascar p.7)

Politique étrangère

NOUVELLE EQUIPE, NOUVELLE APPROCHE DIPLOMATIQUE

Lors de la présentation de la copie figurée de ses lettres de créance à Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères, à Anosy, la nouvelle ambassadrice, Véronique Vouland, a annoncé que l'Hexagone débloquent la 2^{ème} tranche de son aide budgétaire incessamment. En réponse à une question concernant les réformes que la communauté internationale attend des autorités malgaches, Véronique Vouland, a refusé de commenter la conjoncture. « C'est à l'autorité malgache de prendre des mesures qu'elle doit prendre sur les réformes. Moi, je n'ai pas de commentaire à faire sur la manière dont le gouvernement malgache doit procéder pour redresser la situation » a-t-elle soutenu. La ministre des Affaires étrangères a profité de l'occasion pour annoncer à la presse la nomination prochaine de nouveaux ambassadeurs auprès des pays partenaires de Madagascar. En effet, Hery Rajaonarimampianina n'a encore procédé à aucune nomination depuis les vingt mois qu'il a passé à Iavoloha. (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagascar p.2, Madagascar Laza p.2, Les Nouvelles p.2, La Gazette de la Grande île p.3, Madagascar Matin p.4, La Vérité p.2, Tia Tanindrazana p.2)

- « Visiblement, la France adapte son discours au point de vue malgache, avec un ton d'apaisement. Elle semble prendre conscience que ce n'est pas en haussant le ton qu'elle parviendra à ses fins » note le juriste Harotsilavo Rakotoson dans **L'Express de Madagascar**. Il ne manque d'ailleurs pas de souligner que la stabilité de Madagascar trouve un intérêt dans la sécurité régionale, notamment pour les grandes puissances. « Dès son entrée en scène, la cassure entre Véronique Vouland et son prédécesseur, François Goldblatt, est palpable » remarque le même journal qui trouve que la démarche de la nouvelle ambassadrice est « plus souple et plus conciliante ». Le quotidien se rappelle en effet que l'ex-ambassadeur s'était directement prononcé en affichant son opposition au retour de Marc Ravalomanana, lors de la remise de la copie figurée de ses lettres de créances en janvier 2003. (p.3)
- Un point de vue partagé par **La Gazette de la Grande île**. « Véronique Vouland a adopté une nouvelle approche », de plus, ses propos étaient « détendus, assouplis et réservés » (p.4)
- « L'arrivée de Véronique Vouland marque le retour à la normale de la relation franco-malgache » affiche **Midi Madagascar**. Le quotidien rappelle que cette relation a traversé une zone de turbulence lorsque l'ex-ambassadeur, François Glodblatt, n'a pas mâché ses mots pour dénoncer la mauvaise gestion par le régime en place de certains dossiers dont le redressement de la Jirama. (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Femme

LE FIVEPANOHA S'ACTIVE

L'association des femmes « Fikambanan'ny vehivavy parka Nosy Hara » ou Fivepanoha, dans le fokontany d'Ampasindava, district d'Antsiranana III, participent à l'atteinte des objectifs fixés par le projet « Dugong for life ». Ce programme de l'ONG Conservation centrée sur la Communauté (C3) au niveau des villages riverains du parc Nosy Hara, veut engager les communautés malgaches dans la bonne gouvernance de l'écosystème marin. Afin de diminuer les pressions sur les ressources naturelles, les femmes de l'association Fivepanoha ont décidé de créer un restaurant communautaire et de s'atteler à l'élevage aviaire. Les 30 femmes membres de l'association ont été aussi dotées de 55 poules pour le démarrage de leur activité. (Les Nouvelles p.4)

Format de couverture

L'ARTISANAT PIETINNE DANS DE GRANDS PROBLEMES

L'Express de Madagascar a fait le point sur le secteur artisanal à travers un dossier. Le secteur constitue 15% du PIB, comporte 12 filières et fait vivre 2 millions de personnes mais n'est considéré que comme un complément de revenu à Madagascar. Le quotidien a dressé les nombreux problèmes que rencontrent les artisans par le biais de témoignages. Augmentation progressive des prix des matières premières, dépréciation de l'ariary, coût élevé du matériel de production et corruption au niveau institutionnel sont entre autres des exemples. Bien que le tableau soit sombre, le journal n'a pas manqué de souligner les perspectives du secteur en rappelant entre autres l'ouverture du marché américain à l'artisanat malgache, à travers l'AGO et l'autorisation du CITES à exploiter la peau de crocodile. (p.18 et 19)

REPORTAGE PHOTO : Midi Madagascar a retransmis en photos l'ambiance festive à Mahitsy, lors de la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation. Plusieurs personnalités ont rehaussé l'événement de leurs présences pour ne citer que le Président de la République, le ministre de l'Éducation nationale, Paul Rabary et le chef de région Analamanga. Le journal a réservé toute une page entière à illustrer l'événement d'hier. (p.20) Dans son dossier axé sur l'affaire Jean Pierre, **Madagascar Matin** a remis en gros plan les images montrant les Forces de l'ordre en train de tabasser et de malmenier l'étudiant lors des manifestations à Ankatso. (p.5) Pour sa part, **La Gazette de la Grande Ile** a préféré mettre l'accent sur le premier contact entre la ministre Béatrice Atallah et les trois ambassadeurs nouvellement nommés à Madagascar dont Véronique Voulland (France), Mgr Paolo Rocco Gualtieri (nonce apostolique) et Datakarran Goburhun (Maurice).

Style et déontologie

MARC RAVALOMANANA : « LE RETOUR DU DICTATEUR » titre **La Vérité** dans sa une avec une photo d'illustration bien choisie. « Ce terrain m'appartient ! ». La déclaration de Marc Ravalomanana lors de sa descente au site du Magro Behoririka, lui a valu les foudres de **La Vérité**. Le quotidien a ouvertement critiqué l'ancien exilé. « Marc Ravalomanana montre et démontre à qui veut voir, qu'il considère le jugement judiciaire, ayant justement annulé le bail emphytéotique, comme un vulgaire papier hygiénique. Propre à jeter dans les chiottes ». Le journal n'a pas hésité à l'affubler de plusieurs qualificatifs dégradants allant du « dictateur » à « l'énergumène ». **La Vérité** dépasse même les limites de la liberté d'expression en proférant des menaces à son encontre « L'homme se croit invincible, intouchable, il se croit être le Messie... mais au moment où il l'attendra le moins, il va de nouveau vivre les affres de son calvaire de 2009. Premier avertissement ! ». La même passion, donnant

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



lieu à des dérapages écrits, est constatée dans les colonnes de **Takoritsika (p.2 et 3)**. Les deux articles défendent l'intérêt et l'image du fondateur du groupe TIKO. Dans cet élan, ils accablent le ministre d'Etat, chargé des projets présidentiels, de manigancer des choses et de protéger l'intérêt de certains opérateurs économiques étrangers au détriment des opérateurs malgaches. Dans son éditto, le journal a même affirmé que « certains hommes politiques ou hommes d'affaires, une fois arrivés au pouvoir, ... s'adonnent à diverses exactions ou abus. Ils se comportent comme des monarques absolus de droits divins. Ils s'arrogent le droit de torturer, de sombrer dans des violences aveugles et gratuites contre ceux qui sont plus faibles qu'eux... »

- Selon un communiqué de presse sorti le mardi 28 Janvier 2014, le Conseil de Gouvernement a chargé le ministère de la Communication à « inviter la Presse nationale à une vigilance déontologique et civique plus accrue dans ses propos et écrits, en particulier sur ceux risquant de créer une ambiance délétère et non constructive à la réconciliation nationale ».

Un peu d'humour



Les Nouvelles p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

